

Journée de la femme : non à l'omerta sur le recul des libertés des femmes en France

En tant que femme et élue locale, j'ai souhaité à l'occasion de cette journée qui est consacrée aux femmes prendre la parole afin de partager mon inquiétude sur le dramatique recul des libertés des femmes en France.

Si les inégalités salariales doivent être combattues sans relâche et la question des mères célibataires abandonnées par les pouvoirs publics prise au sérieux, un phénomène plus inquiétant encore doit tous nous interpeler.

Les agressions sexuelles dont les femmes sont victimes en France ont littéralement explosé (+17% de plaintes pour viols, +20% pour les agressions sexuelles). Combien de vies brisées se cachent derrière ces chiffres qui ne révèlent que les plaintes déposées ? Si le mouvement #MeToo a pu libérer la parole de certaines femmes, le chemin à parcourir est encore long. Le traumatisme provoqué par ce type d'agressions exige que les plaignantes soient accueillies avec attention et accompagnées du dépôt de plainte jusqu'au procès qui se transforme trop souvent en un véritable chemin de croix pour les victimes.

Le harcèlement de rue à connotation sexuelle ou sexiste qui se répand comme une traînée de poudre est un vrai fléau. Il impose aux femmes une stratégie d'évitement, d'autocensure (contournement de certains lieux, modification des modes de déplacement, heures de sorties, changement vestimentaire etc.) Les femmes victimes de ce type d'harcèlement n'ont souvent pas d'autre choix que le silence, sous peine de se faire agresser physiquement par leur harceleur. La peur doit changer de camp !

Comment refuser de voir que dans de trop nombreux quartiers, le recul du droit des femmes est aussi lié aux interdits ou obligations religieuses imposés par des islamistes radicaux et dont les premières victimes sont les habitantes de ces quartiers ? Ces atteintes à nos principes républicains ne sont plus acceptables : horaires de piscines séparés pour les femmes ou présence du burkini, refus de serrer la main à une femme, impossibilité pour des femmes de fréquenter certains cafés etc.

Il faut également s'alarmer de la pratique de la mutilation génitale féminine (excision) pour laquelle le gouvernement parle d'ailleurs de mettre en place un plan anti-excision.

Il est urgent que les pouvoirs publics refusent le déni dans lequel nous nous trouvons afin de pouvoir combattre efficacement le recul des libertés des femmes en France.

Conscient de ces menaces, le Rassemblement National lance une grande campagne en faveur de la liberté des femmes de France et propose plusieurs mesures concrètes dont je me fais le relais :

- *Réponse pénale ferme à toutes les situations de violence, de pressions, de menace physique adaptée à la gravité de l'atteinte aux libertés, à l'intégrité et à la dignité.*
- *Un accueil des victimes attentif, la juste considération et le traitement digne de leurs plaintes.*
- *La mise en sécurité des épouses en danger, y compris par l'incarcération des maris/compagnons violents ou menaçants (les policiers comme les magistrats doivent être formés au traitement de ces affaires qui exigent une particulière empathie).*
- *Une application rigoureuse des principes républicains et notamment de la laïcité face aux atteintes à la mixité, à l'égalité hommes/femmes, à la liberté des femmes de refuser les interdits vestimentaires. La loi sur la burqa doit être appliquée avec la plus grande fermeté.*

Mathilde PARIS

Conseillère Régionale Centre - Val de Loire

Conseillère Municipale de Blois